



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Grand-Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du

16 JUL. 2025

mettant en demeure la société SOUFFLET MALT
de déposer un dossier de demande d'autorisation en régularisation,
pour l'augmentation de sa capacité de production journalière
et son activité de malterie relevant de la directive IED (rubrique 3642)
située 7 rue du Port du Rhin à 67100 STRASBOURG
(n° AIOT 0006701057)

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU le code de l'environnement et notamment son article L.171-7 ;
- VU l'arrêté ministériel du 28 avril 2014, relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2013, fixant des prescriptions complémentaires à la Société des Malteries d'Alsace (repris par Soufflet Malt), suite à la mise à jour de son étude de danger ;
- VU l'arrêté préfectoral du 14 janvier 1993, autorisant la Société des Malteries d'Alsace (repris par Soufflet Malt), à mettre en service un nouveau silo de stockage de céréales au 7 rue du Port-du-Rhin à STRASBOURG ;
- VU l'arrêté ministériel du 04/10/2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU le rapport de l'inspection des installations classées du 29 avril 2025, relatif à la surveillance des tonnages de production de la malterie Soufflet Malt à Strasbourg ;

CONSIDÉRANT que la société Soufflet Malt exploite à Strasbourg, 7 rue du Port-du-Rhin, une malterie autorisée au titre de la rubrique 2220-2a de la nomenclature annexée à l'article R.511-9 du code de l'environnement, et que l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 septembre 2013 susvisé fixe une capacité de production journalière maximale de 256 t/j. de malt ;

CONSIDÉRANT que le seuil de l'autorisation de la rubrique 3642-2a est fixé à 300 t/j de capacité de production et qu'une malterie qui dépasse ce seuil est une installation « IED », c'est-à-dire mentionnée à l'annexe I de la directive n°2010/75/UE du 24 novembre 2010, relative aux émissions industrielles (articles L.515-28 à L.515-31 du code de l'environnement) ;

CONSIDÉRANT que le tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement soumet à évaluation environnementale systématique les installations mentionnées à l'article L.515-28 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'article R.122-2 de ce même code dispose : « Les modifications ou extensions de projets déjà autorisés, qui font entrer ces derniers, dans leur totalité, dans les seuils éventuels fixés dans le tableau annexé ou qui atteignent en elles-mêmes ces seuils font l'objet d'une évaluation

environnementale ou d'un examen au cas par cas. » et que de ce fait, une malterie dont la capacité de production dépasse 300 t/j est soumise à évaluation environnementale ;

CONSIDÉRANT qu'il apparaît, à l'examen des tonnages de production journalière télédéclarés sur l'application GIDAF et fournis par courriel, par la société Soufflet Malt, pour les années 2024 et 2025, que la capacité journalière de 300 t/j est dépassée de façon régulière, avec 19 dépassements pour 2024 et déjà 9 dépassements (avoisinants les 430 t/j), pour les trois premiers mois de 2025 ;

CONSIDÉRANT que l'article L.181-14 du code de l'environnement dispose: « *Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation(...)* » ;

CONSIDÉRANT que l'article R.181-46 du code de l'environnement dispose: « *I - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L.181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui : 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2 (...)* » ;

CONSIDÉRANT que l'augmentation de production de malt de la société Soufflet Malt rapportée ici, d'ores et déjà effective, est, au regard de ce qui précède, une modification substantielle au sens de l'article L.181-14 du code de l'environnement et qu'elle est donc soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation ;

CONSIDÉRANT qu'aucune demande d'autorisation avec évaluation environnementale n'a été déposée par la société Soufflet Malt préalablement à l'extension de sa capacité de production ;

CONSIDÉRANT que, du fait de l'augmentation de production constatée, la société Soufflet Malt exploite sans autorisation une activité relevant de la directive IED ;

CONSIDÉRANT qu'en réponse au projet de mise en demeure, dans son courriel du 02 juin 2025, l'exploitant a fait valoir qu'il souhaitait que sa production journalière exprimée en « tonnes par jour » soit calculée sur une moyenne mensuelle de façon à la lisser, et ce, sur la base du "guide de mise en œuvre de la directive sur les émissions industrielles" du 27/01/2020 (version 3) ;

CONSIDÉRANT que, la disposition qui prévoit de lisser une capacité produite dans le temps, ne vaut que lorsqu'une activité relevant d'une rubrique 2000 passe à une rubrique 3000 dont l'échelle de temps est différente, tel que cela convient aux installations vinicoles, leur rubrique 2251 (*Préparation de vin*) prévoyant une production de vin exprimée en hL/an (la production de vin n'est réalisée que sur une période donnée dans l'année), alors que la rubrique 3642, applicable également pour la production de vin à grande échelle, prévoit que la production soit exprimée en tonnes/jour, et qu'il apparaît donc, dans ce cas, que le lissage de la production prend tout son sens pour obtenir un tonnage sur l'année (comme pour la rubrique 2251) ;

CONSIDÉRANT que, dans le cas de la malterie Soufflet Malt, cette disposition du guide IED n'est pas applicable car les installations ont été autorisées, au titre de la rubrique 2225 *Sucreries, raffineries de sucre, malteries*, rubrique supprimée en 2017 puis remplacée par la rubrique 2220 *Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale*, qui prévoient, toutes deux, une capacité exprimée en tonnes par jour comme critère de classement, tout comme la rubrique 3642 *Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires* ;

CONSIDÉRANT que, par ailleurs, les autres malteries de la région sont toutes réglementées sur la base d'une capacité exprimée en « tonnes par jour », et ce, qu'elles relèvent de la rubrique 2220 ou de la rubrique 3642, et qu'en faisant droit à la demande de la malterie Soufflet Malt, une distorsion de droit serait ainsi créée et engendrerait une concurrence déloyale ;

CONSIDÉRANT enfin que le mode de fonctionnement de la malterie mis en œuvre jusqu'en 2023, a prouvé que ces installations sont en capacité de produire, quotidiennement, un tonnage de produits finis inférieur à 300 t/j et qu'il est donc bien possible de respecter le tonnage journalier fixé par l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que, par ailleurs, l'exploitant explique, dans son courriel du 02 juin 2025, qu'il a optimisé sa production pour pérenniser la compétitivité du site, en supprimant les phases de temps de non-utilisation des installations, ce qui conduit à augmenter la production, parfois même au-delà des 300 tonnes par jour, dépassant ainsi le seuil de l'autorisation de la rubrique 3642-2a relevant de la directive IED, autorisation dont la société Soufflet Malt ne bénéficie pas ;

CONSIDÉRANT, au vu de ces éléments, que la demande émise par l'exploitant n'est pas recevable, car ses observations n'apportent pas de nouveaux éléments permettant de contredire le fait que la société Soufflet Malt exploite, sans l'autorisation requise, une activité de malterie relevant de la directive IED, comme l'indiquent les conclusions du rapport de l'inspection des installations classées du 29 avril 2025 ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-7 du code de l'environnement: « *1.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an.* » ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} : prescriptions à respecter

La Société SOUFFLET MALT, pour ses installations situées 7 rue du Port du Rhin à 67100 STRASBOURG, est mise en demeure de déposer, dans le délai de **six mois** suivant la notification du présent arrêté, un dossier de demande d'autorisation environnementale pour l'augmentation de sa capacité de production journalière de malt et son activité de malterie relevant de la directive IED (rubrique 3642). Cette demande est conforme aux articles R.181-12 et suivants du code de l'environnement. Elle comporte une étude d'impact.

Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : sanctions administratives

S'il n'a pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, ou si la demande d'autorisation, d'enregistrement, d'agrément, d'homologation ou de certification est rejetée, ou s'il est

fait opposition à la déclaration, l'autorité administrative ordonne la fermeture ou la suppression des installations ou ouvrages, la cessation de l'utilisation ou la destruction des objets ou dispositifs, la cessation définitive des travaux, opérations, activités ou aménagements et la remise des lieux dans un état ne portant pas préjudice aux intérêts protégés par le présent code.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix – BP 51038 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 : exécution

- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société SOUFFLET MALT, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Strasbourg.

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général Adjoint


Karl TERROLLION